

LE COMMUNISME
ANARCHISTE
P. KROPOTKINE



CHOU BLANC
ÉDITIONS

EXTRAIT DE
LA CONQUÊTE DU PAIN
OEUVRE PUBLIÉ EN 1892

L'histoire des cinquante dernières années a fourni la preuve vivante de l'impuissance du gouvernement représentatif à s'acquitter des fonctions dont on a voulu l'affubler. On citera un jour le XIX^e siècle comme la date de l'avortement du parlementarisme.

Mais cette impuissance devient si évidente pour tous, les fautes du parlementarisme et les vices fondamentaux du principe représentatif sont si frappants, que les quelques penseurs qui en ont fait la critique (J.-S. Mill, Leverdays) n'ont eu qu'à traduire le mécontentement populaire. En effet, ne conçoit-on pas qu'il est absurde de nommer quelques hommes et de leur dire Faites-nous des lois sur toutes les manifestations de notre vie, lors même que chacun de vous les ignore " ? On commence à comprendre que gouvernement des majorités veut dire abandon de toutes les affaires du pays à ceux qui font les majorités, c'est-à-dire, aux " crapauds du marais ", à la Chambre et dans les comices : à ceux en un mot qui n'ont pas d'opinion. L'humanité cherche, et elle trouve déjà de nouvelles issues.

L'Union postale internationale, les unions de chemins de fer, les sociétés savantes nous donnent l'exemple de solutions trouvées par la libre entente, au lieu et place de la loi.

Aujourd'hui, lorsque des groupes disséminés aux quatre coins du globe veulent arriver à s'organiser pour un but quelconque, ils ne nomment plus un parlement international de députés bons à tout faire, auxquels on dit : "Votez-nous des lois, nous obéirons". Quand on ne peut pas s'entendre directement ou par correspondance, on envoie des délégués connaissant la question spéciale à traiter et on leur dit : " Tâchez de vous accorder sur telle question et alors revenez, – non pas avec une loi dans votre poche, mais avec une proposition d'entente que nous accepterons ou n'accepterons pas. "

C'est ainsi qu'agissent les grandes compagnies industrielles, les sociétés savantes, les associations de toute sorte qui couvrent déjà l'Europe et les États-Unis. Et c'est ainsi que devra agir une société affranchie. Pour faire l'expropriation, il lui sera absolument impossible de s'organiser sur le principe de la représentation parlementaire. Une société fondée sur le servage pouvait s'arranger de la monarchie absolue : une société basée sur le salariat et l'exploitation des masses par les détenteurs du capital s'accommodait du parlementarisme. Mais une société libre, rentrant en possession de l'héritage commun, devra chercher dans le libre groupement et la libre fédération des groupes une organisation nouvelle, qui convienne à la phase économique nouvelle de l'histoire.

A chaque phase économique répond sa phase politique, et il sera impossible de toucher à la propriété sans trouver du même coup un nouveau mode de vie politique.

L'humanité a fait un bout de chemin depuis ces âges reculés durant lesquels l'homme, façonnant en silex des outils rudimentaires, vivait des hasards de la chasse et ne laissait pour tout héritage à ses enfants qu'un abri sous les rochers, que de pauvres ustensiles en pierre, – et la Nature, immense, incomprise, terrible, avec laquelle ils devaient entrer en lutte pour maintenir leur chétive existence.

Pendant cette période troublée qui a duré des milliers et des milliers d'années, le genre humain a cependant accumulé des trésors inouïs. Il a défriché le sol, desséché les marais, percé les forêts, tracé des routes ; bâti, inventé, observé, raisonné ; créé un outillage compliqué, arraché ses secrets à la Nature, dompté la vapeur ; si bien qu'à sa naissance l'enfant de l'homme civilisé trouve aujourd'hui à son service tout un capital immense, accumulé par ceux qui l'ont précédé. Et ce capital lui permet maintenant d'obtenir, rien que par son travail, combiné avec celui des autres, des richesses dépassant les rêves des Orientaux dans leurs contes des Mille et une Nuits.

Le sol est, en partie, défriché, prêt à recevoir le labour intelligent et les semences choisies, à se parer de luxuriantes récoltes – plus qu'il n'en faut pour satisfaire tous les besoins de l'humanité. Les moyens de culture sont connus.

Sur le sol vierge des prairies de l'Amérique, cent hommes aidés de machines puissantes produisent en quelques mois le blé nécessaire pour la vie de dix mille personnes pendant toute une année. Là où l'homme veut doubler, tripler, centupler son rapport il fait le sol, donne à chaque plante les soins qui lui conviennent et obtient des récoltes prodigieuses. Et tandis que le chasseur devait s'emparer autrefois de cent kilomètres carrés pour y trouver la nourriture de sa famille, le civilisé fait croître, avec infiniment moins de peine et plus de sûreté, tout ce qu'il lui faut pour faire vivre les siens sur une dix millième partie de cet espace.

Le climat n'est plus un obstacle. Quand le soleil manque, l'homme le remplace par la chaleur artificielle, en attendant qu'il fasse aussi la lumière pour activer la végétation. Avec du verre et des conduits d'eau chaude, il récolte sur un espace donné dix fois plus de produits qu'il n'en obtenait auparavant.

Les prodiges accomplis dans l'industrie sont encore plus frappants. Avec ces êtres intelligents, les machines modernes, – fruit de trois ou quatre générations d'inventeurs, la plupart inconnus, – cent hommes fabriquent de quoi vêtir dix mille hommes pendant deux ans. Dans les mines de charbon

bien organisées, cent hommes extraient chaque année de quoi chauffé dix mille familles sous un ciel rigoureux. Et l'on a vu dernièrement toute une cité merveilleuse surgir en quelques mois au Champ de Mars, sans qu'il y ait eu la moindre interruption dans les travaux réguliers de la nation française.

Et si, dans l'industrie comme dans l'agriculture, comme dans l'ensemble de notre organisation sociale, le labeur de nos ancêtres ne profite surtout qu'à un très petit nombre, – il n'en est pas moins certain que l'humanité pourrait déjà se donner une existence de richesse et de luxe, rien qu'avec les serviteurs de fer et d'acier qu'elle possède.

Oui certes, nous sommes riches, infiniment plus que nous ne le pensons. Riches par ce que nous possédons déjà ; encore plus riches par ce que nous pouvons produire avec l'outillage actuel. Infiniment plus riches par ce que nous pourrions obtenir de notre sol, de nos manufactures, de notre science et de notre savoir technique, s'ils étaient appliqués à procurer le bien-être de tous.

II

Nous sommes riches dans les sociétés civilisées. Pourquoi donc autour de nous cette misère ? Pourquoi ce travail pénible, abrutissant des masses ? Pourquoi cette insécurité du lendemain, même pour le travailleur le mieux rétribué, au milieu des richesses héritées du passé et malgré les moyens puissants de production qui donneraient l'aisance à tous, en retour de quelques heures de travail journalier ?

Les socialistes l'ont dit et redit à satiété. Chaque jour ils le répètent, le démontrent par des arguments empruntés à toutes les sciences. Parce que tout ce qui est nécessaire à la production le sol, les mines, les machines, les voies de communication, la nourriture ; l'abri, l'éducation, le savoir – tout a été accaparé par quelques-uns dans le cours de cette longue histoire de pillage, d'exodes, de guerres, d'ignorance et d'oppression, que l'humanité a vécue avant d'avoir appris à dompter les forces de la Nature.

Parce que, se prévalant de prétendus droits acquis dans le passé, ils s'approprient aujourd'hui les deux tiers des produits du labeur humain qu'ils livrent au gaspillage le plus insensé, le plus scandaleux ; parce que, ayant réduit les masses à n'avoir point devant elles de quoi vivre un mois ou même huit jours, ils ne permettent à l'homme de travailler que s'il consent à leur laisser prélever la part du lion ; parce qu'ils l'empêchent de produire ce dont il

quelques personnages encombrante que l'on a magnifiés jusqu'à leur faire cacher l'humanité, de leurs ombres, grossies par notre ignorance.

Et cependant, dès qu'on passe de la matière imprimée à la vie même, dès qu'on jette un coup d'œil sur la société, on est frappé de la part infinitésimale qu'y joue le gouvernement. Balzac avait déjà remarqué combien de millions de paysans restent leur vie entière sans rien connaître de l'État, sauf les lourds impôts qu'ils sont forcés de lui payer. Chaque jour des millions de transactions sont faites sans l'intervention du gouvernement, et les plus grosses d'entre elles – celles du commerce et de la Bourse sont traitées de telle façon que le gouvernement ne pourrait même pas être invoqué si l'une des parties contractantes avait l'intention de ne pas tenir son engagement. Parlez à un homme qui connaît le commerce, et il vous dira que les échanges opérés chaque jour entre les commerçants seraient d'une impossibilité absolue s'ils n'étaient basés sur la confiance mutuelle. L'habitude de tenir parole, le désir de ne pas perdre son crédit suffisent amplement pour maintenir cette honnêteté relative, – l'honnêteté commerciale. Celui-là même qui n'éprouve pas le moindre remords à empoisonner sa clientèle par des drogues infectes, couvertes d'étiquettes pompeuses, tient à honneur de garder ses engagements. Or, si cette moralité relative a pu se développer jusque dans les conditions actuelles, alors que l'enrichissement est le seul mobile et le seul objectif, – pouvons-nous douter qu'elle ne progresse rapidement dès que l'appropriation des fruits du labeur d'autrui ne sera plus la base même de la société ?

Un autre trait frappant, qui caractérise surtout notre génération, parle encore mieux en faveur de nos idées. C'est l'accroissement continu du champ des entreprises dues à l'initiative privée et le développement prodigieux des groupements libres de tout genre. Nous en parlerons plus longuement dans les chapitres consacrés à la Libre Entente. Qu'il nous suffise de dire ici que ces faits sont nombreux et si habituels, qu'ils forment l'essence de la seconde moitié de ce siècle, alors même que les écrivains en socialisme et en politique les ignorent, préférant nous entretenir toujours des fonctions du gouvernement. Ces organisations libres, variées à l'infini, sont un produit si naturel ; elles croissent si rapidement et elles se groupent avec tant de facilité ; elles sont un résultat si nécessaire de l'accroissement continu des besoins de l'homme civilisé, et enfin elles remplacent si avantageusement l'immixtion gouvernementale, que nous devons reconnaître en elles un facteur de plus en plus important dans la vie des sociétés.

Si elles ne s'étendent pas encore à l'ensemble des manifestations de la vie, c'est qu'elles rencontrent un obstacle insurmontable dans la misère du travailleur, dans les castes de la société actuelle, dans l'appropriation privée du capital, dans l'État. Abolissez ces obstacles et vous les verrez couvrir l'immense domaine de l'activité des hommes civilisés.

l'humanité s'essaye à se délivrer de toute espèce de gouvernement et à satisfaire ses besoins (l'organisation par la libre entente entre individus et groupes poursuivant le même but. L'indépendance de chaque minime unité territoriale devient un besoin pressant ; le commun accord remplace la loi, et, pardessus les frontières, règle les intérêts particuliers en vue d'un but général.

Tout ce qui fut jadis considéré comme fonction du gouvernement lui est disputé aujourd'hui : on s'arrange plus facilement et mieux sans son intervention. En étudiant les progrès faits dans cette direction, nous sommes amenés à conclure que l'humanité tend à réduire à zéro l'action des gouvernements, c'est-à-dire à abolir l'État, cette personnification de l'injustice, de l'oppression et du monopole.

Nous pouvons déjà entrevoir un monde où l'individu, cessant d'être lié par des lois, n'aura que des habitudes sociales – résultat du besoin éprouvé par chacun d'entre nous, de chercher l'appui, la coopération, la sympathie de ses voisins.

Certainement, l'idée d'une société sans Etat suscitera, pour le moins, autant d'objections que l'économie politique d'une société sans capital privé. Tous, nous avons été nourris de préjugés sur les fonctions providentielles de l'État. Toute notre éducation, depuis l'enseignement des traditions romaines jusqu'au code de Byzance que l'on étudie sous le nom de droit romain, et les sciences diverses professées dans les universités, nous habituent à croire au gouvernement et aux vertus de l'État-providence.

Des systèmes de philosophie ont été élaborés et enseignés pour maintenir ce préjugé. Des théories de la loi sont rédigées dans le même but. Toute la politique est basée sur ce principe ; et chaque politicien, quelle que soit sa nuance, vient toujours dire au peuple : " Donnez-moi le pouvoir, je veux, je peux vous affranchir des misères qui pèsent sur vous ! "

Du berceau au tombeau tous nos agissements sont dirigés par ce principe. Ouvrez n'importe quel livre de sociologie, de jurisprudence, vous y trouverez toujours le gouvernement, son organisation, ses actes, prenant une place si grande que nous nous habituons à croire qu'il n'y a rien en dehors du gouvernement et des hommes d'État.

La même leçon est répétée sur tous les tons par la presse. Des colonnes entières sont consacrées aux débats des parlements, aux intrigues des politiciens ; c'est à peine si la vie quotidienne, immense, d'une nation s'y fait jour dans quelques lignes traitant un sujet économique, à propos d'une loi, ou, dans les faits divers, par l'intermédiaire de la police. Et quand vous lisez ces journaux, vous ne pensez guère au nombre incalculable d'êtres – toute l'humanité, pour ainsi dire – qui grandissent et qui meurent, qui connaissent les douleurs, qui travaillent et consomment, pensent et créent, par-delà ces

a besoin et le forcent à produire, non pas ce qui serait nécessaire aux autres, mais ce qui promet les plus grands bénéfices à l'accapareur.

Tout le socialisme est là !

Voici, en effet, un pays civilisé. Les forêts qui le couvraient autrefois ont été éclaircies, les marais asséchés, le climat assaini : il a été rendu habitable.

Le sol qui ne portait jadis que des herbes grossières, fournit aujourd'hui de riches moissons. Les rochers qui surplombent les vallées du midi sont taillés en terrasses où grimpent les vignes au fruit doré. Des plantes sauvages qui ne donnaient jadis qu'un fruit âpre, – une racine imangeable, – ont été transformées par des cultures successives en légumes succulents, en arbres chargés de fruits exquis. Des milliers de routes pavées et ferrées sillonnent la terre, percent les montagnes ; la locomotive siffle dans les gorges sauvages des Alpes, du Caucase, de l'Himalaya. Les rivières ont été rendues navigables ; les côtes, sondées et soigneusement relevées, sont d'accès facile ; des ports artificiels, péniblement creusés et protégés contre les fureurs de l'Océan, donnent refuge aux navires. Les roches sont percées de puits profonds ; des labyrinthes de galeries souterraines s'étendent là où il y a du charbon à extraire, du minerai à recueillir. Sur tous les points où des routes s'entrecroisent, des cités ont surgi, elles ont grandi, et dans leurs enceintes se trouvent tous les trésors de l'industrie, de l'art, de la science.

Des générations entières, nées et mortes dans la misère, opprimées et maltraitées par leurs maîtres, exténuées de labeur, ont légué cet immense héritage au XIXe siècle.

Pendant des milliers d'années, des millions d'hommes ont travaillé à éclaircir les futaies, à assécher les marais, à frayer les routes, à endiguer les rivières. Chaque hectare du sol que nous labourons en Europe a été arrosé des sueurs de plusieurs races ; chaque route a toute une histoire de corvées, de travail surhumain, de souffrances du peuple. Chaque lieue de chemin de fer, chaque mètre de tunnel ont reçu leur part de sang humain.

Les puits des mines portent encore, toutes fraîches, les entailles faites dans le roc par le bras du piocheur. D'un poteau à l'autre les galeries souterraines pourraient être marquées d'un tombeau de mineur, enlevé dans la force de l'âge par le grisou, l'éboulement ou l'inondation, et l'on sait ce que chacun de ces tombeaux a coûté de pleurs, de privations, de misères sans nom, à la famille qui vivait du maigre salaire de l'homme enterré sous les décombres.

Les cités, reliées entre elles par des ceintures de fer et des lignes de navigation, sont des organismes qui ont vécu des siècles. Creusez-en le sol, et vous y trouverez les assises superposées de rues, de maisons, de théâtres, d'arènes, de bâtiments publics. Approfondissez-en l'histoire, et vous verrez comment la civilisation de la ville, son industrie, son génie, ont lentement

grandi et mûri par le concours de tous ses habitants, avant d'être devenus ce qu'ils sont aujourd'hui

Et maintenant encore, la valeur de chaque maison, de chaque usine, de chaque fabrique, de chaque magasin, n'est faite que du labeur accumulé des millions de travailleurs ensevelis sous terre ; elle ne se maintient que par l'effort des légions d'hommes qui habitent ce point du globe. Chacun des atomes de ce que nous appelons la richesse des nations, n'acquiert sa valeur que par le fait d'être une partie de cet immense tout. Que seraient un dock de Londres ou un grand magasin de Paris s'ils ne se trouvaient situés dans ces grands centres du commerce international ? Que seraient nos mines, nos fabriques, nos chantiers et nos voies ferrées, sans les amas de marchandises transportées chaque jour par mer et par terre ?

Des millions d'êtres humains ont travaillé à créer cette civilisation dont nous nous glorifions aujourd'hui. D'autres millions, disséminés dans tous les coins du globe, travaillent à la maintenir. Sans eux, il n'en resterait que décombres dans cinquante ans.

Il n'y a pas jusqu'à la pensée, jusqu'à l'invention, qui ne soient des faits collectifs, nés du passé et du présent. Des milliers d'inventeurs, connus ou inconnus, morts dans la misère, ont préparé l'invention de chacune de ces machines dans lesquelles l'homme admire son génie. Des milliers d'écrivains, de poètes, de savants, ont travaillé à élaborer le savoir, à dissiper l'erreur, à créer cette atmosphère de pensée scientifique, sans laquelle aucune des merveilles de notre siècle n'eût pu faire son apparition. Mais ces milliers de philosophes, de poètes, de savants et d'inventeurs n'avaient-ils pas été suscités eux aussi par le labeur des siècles passés ? N'ont-ils pas été, leur vie durant, nourris et supportés, au physique comme au moral, par des légions de travailleurs et d'artisans de toute sorte ? N'ont-ils pas puisé leur force d'impulsion dans ce qui les entourait ?

Le génie d'un Séguin, d'un Mayer et d'un Grove ont certainement fait plus pour lancer l'industrie en des voies nouvelles que tous les capitalistes du monde. Mais ces génies eux-mêmes sont les enfants de l'industrie aussi bien que de la science. Car il a fallu que des milliers de machines à vapeur transformassent d'année en année, sous les yeux de tous, la chaleur en force dynamique, et cette force en son, en lumière et en électricité, avant que ces intelligences géniales vinsent proclamer l'origine mécanique et l'unité des forces physiques. Et si nous, enfants du XIXe siècle, avons enfin compris cette idée, si nous avons su l'appliquer, c'est encore parce que nous y étions préparés par l'expérience de tous les jours. Les penseurs du siècle passé l'avaient aussi entrevue et énoncée : mais elle resta incomprise, parce que le XVIIIe siècle n'avait pas grandi, comme nous, à côté de la machine à vapeur.

puissante) n'élargisse sa sphère d'action jusqu'à devenir le principe même de la vie sociale ?

D'après ces indices, et réfléchissant, en outre, au côté pratique de l'expropriation dont nous allons parler dans les chapitres suivants, nous sommes d'avis que notre première obligation, quand la révolution aura brisé la force qui maintient le système actuel, sera de réaliser immédiatement le communisme.

Mais notre communisme n'est ni celui des phalanstériens, ni celui des théoriciens autoritaires allemands. C'est le communisme anarchiste, le communisme sans gouvernement, – celui des hommes libres. C'est la synthèse des deux buts poursuivis par l'humanité à travers les âges – la liberté économique et la liberté politique.

II

En prenant " l'anarchie " pour idéal d'organisation politique, nous ne faisons encore que formuler une autre tendance prononcée de l'humanité. Chaque fois que la marche du développement des sociétés européennes l'a permis, elles secouaient le joug de l'autorité et ébauchaient un système basé sur les principes de la liberté individuelle. Et nous voyons dans l'histoire que les périodes durant lesquelles les gouvernements furent ébranlés, à la suite de révoltes partielles ou générales, ont été des époques de progrès soudain sur le terrain économique et intellectuel.

Tantôt c'est l'affranchissement des communes, dont les monuments – fruit du travail libre d'associations libres – n'ont jamais été surpassés depuis ; tantôt c'est le soulèvement des paysans qui fit la Réforme et mit en péril la Papauté ; tantôt c'est la société, libre un moment, que créèrent de l'autre côté de l'Atlantique les mécontents venus de la vieille Europe.

Et si nous observons le développement présent des nations civilisées, nous y voyons, à ne pas s'y méprendre, un mouvement de plus en plus accusé pour limiter la sphère d'action du gouvernement et laisser toujours plus de liberté à l'individu. C'est l'évolution actuelle, gênée, il est vrai, par le fatras d'institutions et de préjugés hérités du passé ; comme toutes les évolutions, elle n'attend que la révolution pour renverser les vieilles mesures qui lui font obstacle, pour prendre un libre essor dans la société régénérée.

Après avoir tenté longtemps vainement de résoudre ce problème insoluble : celui de se donner un Gouvernement, " qui puisse contraindre l'individu à l'obéissance, sans toutefois cesser d'obéir lui-même à la société ",

société pour vous donner le bouquin, ou les cinquante bouquins que vous lui réclamez, et il vous aide au besoin si vous ne savez pas les trouver dans le catalogue. Moyennant un droit d'entrée uniforme – et très souvent c'est une contribution en travail que l'on préfère – la société scientifique ouvre ses musées, ses jardins, sa bibliothèque, ses laboratoires, ses fêtes annuelles, à chacun de ses membres, qu'il soit un Darwin ou un simple amateur.

A Pétersbourg, si vous poursuivez une invention, vous allez dans un atelier spécial où l'on vous donne une place, un établi de menuisier, un tour de mécanicien, tous les outils nécessaires, tous les instruments de précision, pourvu que vous sachiez les manier; – et on vous laisse travailler tant que cela vous plaira. Voilà les outils, intéressez des amis à votre idée, associez-vous à d'autres camarades de divers métiers si vous ne préférez travailler seul, inventez la machine d'aviation, ou n'inventez rien – c'est votre affaire. Une idée vous entraîne, – cela suffit.

De même, les marins d'un bateau de sauvetage ne demandent pas leurs titres aux matelots d'un navire qui sombre; ils lancent l'embarcation, risquent leur vie dans les lames furibondes, et périssent quelquefois, pour sauver des hommes qu'ils ne connaissent même pas. Et pourquoi les connaîtraient-ils ? " On a besoin de nos services; il y a là des êtres humains – cela suffit, leur droit est établi. – Sauvons-les ! "

Voilà la tendance, éminemment communiste, qui se fait jour partout, sous tous les aspects possibles, au sein même de nos sociétés qui prêchent l'individualisme.

Et que demain, une de nos grandes cités, si égoïstes en temps ordinaire, soit visitée par une calamité quelconque – celle d'un siège, par exemple cette même cité décidera que les premiers besoins à satisfaire sont ceux des enfants et des vieillards; sans s'informer des services qu'ils ont rendus ou rendront à la société, il faut d'abord les nourrir, prendre soin des combattants, indépendamment de la bravoure ou de l'intelligence dont chacun d'eux aura fait preuve, et, par milliers, femmes et hommes rivaliseront d'abnégation pour soigner les blessés.

La tendance existe. Elle s'accroît dès que les besoins les plus impérieux de chacun sont satisfaits, à mesure que la force productrice de l'humanité augmente; elle s'accroît encore plus chaque fois qu'une grande idée vient prendre la place des préoccupations mesquines de notre vie quotidienne.

Comment donc douter que, le jour où les instruments de production seraient remis à tous, où l'on ferait la besogne en commun, et le travail, recouvrant cette fois la place d'honneur dans la société, produirait bien plus qu'il ne faut pour tous – comment douter qu'alors, cette tendance (déjà si

Que l'on songe seulement aux décades qui se seraient écoulées encore dans l'ignorance de cette loi qui nous a permis de révolutionner l'industrie moderne, si Watt n'avait pas trouvé à Soho des travailleurs habiles pour construire, en métal, ses devis théoriques, en perfectionner toutes les parties et rendre enfin la vapeur, emprisonnée dans un mécanisme complet, plus docile que le cheval, plus maniable que l'eau; la faire en un mot l'âme de l'industrie moderne.

Chaque machine a la même histoire: longue histoire de nuits blanches et de misère, de désillusions et de joies, d'améliorations partielles trouvées par plusieurs générations d'ouvriers inconnus qui venaient ajouter à l'invention primitive ces petits riens sans lesquels l'idée la plus féconde reste stérile. Plus que cela, chaque invention nouvelle est une synthèse – résultat de mille inventions précédentes dans le champ immense de la mécanique et de l'industrie.

Science et industrie, savoir et application, découverte et réalisation pratique menant à de nouvelles découvertes, travail cérébral et travail manuel, – pensée et œuvre des bras – tout se tient. Chaque découverte, chaque progrès, chaque augmentation de la richesse de l'humanité a son origine dans l'ensemble du travail manuel et cérébral du passé et du présent.

Alors, de quel droit quiconque pourrait-il s'approprier la moindre parcelle de cet immense tout, et dire: ceci est à moi, non à vous ?

III

Mais il arriva, pendant la série des âges traversés par l'humanité, que tout ce qui permet à l'homme de produire et d'accroître sa force de production fût accaparé par quelques-uns. Un jour nous raconterons peut-être comment cela s'est passé. Pour le moment il nous suffit de constater le fait et d'en analyser les conséquences.

Aujourd'hui, le sol qui tire sa valeur précisément des besoins d'une population toujours croissante, appartient aux minorités qui peuvent empêcher, et empêchent, le peuple de le cultiver, ou ne lui permettent pas de le cultiver selon les besoins modernes. Les mines qui représentent le labeur de plusieurs générations, et qui ne dérivent leur valeur que des besoins de l'industrie et de la densité de la population, appartiennent encore à quelques-uns; et ces quelques-uns limitent l'extraction du charbon ou la prohibent totalement, s'ils trouvent un placement plus avantageux pour leurs capitaux. La machine aussi est encore la propriété de quelques-uns seulement, et lors même que telle machine représente incontestablement les perfectionnements

apportés à l'engin primitif par trois générations de travailleurs, elle n'en appartient pas moins à quelques patrons ; et si les petits-fils de ce même inventeur qui construisit, il y a cent ans, la première machine à dentelles se présentent aujourd'hui dans une manufacture de Bâle ou de Nottingham et réclamaient leur droit, on leur crierait : " Allez-vous-en ! Cette machine n'est pas à vous ! " et on les fusillerait s'ils voulaient en prendre possession.

Les chemins de fer, qui ne seraient que ferraille inutile sans la population si dense de l'Europe, sans son industrie, son commerce et ses échanges, appartiennent à quelques actionnaires, ignorant peut-être où se trouvent les routes qui leur donnent des revenus supérieurs à ceux d'un roi du Moyen Age. Et si les enfants de ceux qui mouraient par milliers en creusant les tranchées et les tunnels se rassemblaient un jour et venaient, foule en guenilles et affamée, réclamer du pain aux actionnaires, ils rencontreraient les baïonnettes et la mitraille pour les disperser et sauvegarder les " droits acquis ".

En vertu de cette organisation monstrueuse, le fils du travailleur, lorsqu'il entre dans la vie, ne trouve ni un champ qu'il puisse cultiver, ni une machine qu'il puisse conduire, ni une mine qu'il ose creuser sans céder une bonne part de ce qu'il produira à un maître. Il doit vendre sa force de travail pour une pitance maigre et incertaine. Son père et son grand-père ont travaillé à drainer ce champ, à bâtir cette usine, à perfectionner les machines ; ils ont travaillé dans la pleine mesure de leurs forces – et qui donc peut donner plus que cela ? – Mais il est, lui, venu au monde plus pauvre que le dernier des sauvages. S'il obtient la permission de s'appliquer à la culture d'un champ, c'est à condition de céder le quart du produit à son maître et un autre quart au gouvernement et aux intermédiaires. Et cet impôt, prélevé sur lui par l'État, le capitaliste, le seigneur et l'entremetteur, grandira toujours et rarement lui laissera même la faculté d'améliorer ses cultures. S'il s'adonne à l'industrie, on lui permettra de travailler, – pas toujours d'ailleurs – mais à condition de ne recevoir qu'un tiers ou la moitié du produit, le restant devant aller à celui que la loi reconnaît comme le propriétaire de la machine.

Nous criions contre le baron féodal qui ne permettait pas au cultivateur de toucher à la terre, à moins de lui abandonner le quart de sa moisson. Nous appelons cela l'époque barbare. Mais, si les formes ont changé, les relations sont restées les mêmes. Et le travailleur accepte, sous le nom de contrat libre, des obligations féodales ; car nulle part il ne trouverait de meilleures conditions. Le tout étant devenu la propriété d'un maître, il doit céder ou mourir de faim !

Il résulte de cet état des choses que toute notre production se dirige à contre-sens. L'entreprise ne s'émeut guère des besoins de la société : son unique but est d'augmenter les bénéfices de l'entrepreneur. De là, les

La cité – non pas les particuliers, – affrétait des navires et expédiait ses caravanes pour le commerce lointain dont le bénéfice revenait à tous, non aux individus ; elle achetait aussi les provisions pour ses habitants. Les traces de ces institutions se sont maintenues jusqu'au XIX. siècle, et les peuples en conservent pieusement le souvenir dans leurs légendes.

Tout cela a disparu. Mais la commune rurale lutte encore pour maintenir les derniers vestiges de ce communisme, et elle y réussit, tant que l'État ne vient pas jeter son glaive pesant dans la balance.

En même temps, de nouvelles organisations basées sur le même principe : à chacun selon ses besoins, surgissent sous mille aspects divers ; car, sans une certaine dose de communisme les sociétés actuelles ne sauraient vivre. Malgré le tour étroitement égoïste donné aux esprits par la production marchande, la tendance communiste se révèle à chaque instant et pénètre dans nos relations sous toutes les formes.

Le pont, dont le passage était payé autrefois par les passants, est devenu monument public. La route pavée, que l'on payait jadis à tant la lieue, n'existe plus qu'en Orient. Les musées, les bibliothèques libres, les écoles gratuites, les repas communs des enfants ; les parcs et les jardins ouverts à tous ; les rues pavées et éclairées, libres à tout le monde ; l'eau envoyée à domicile avec tendance générale à ne pas tenir compte de la quantité consommée, – autant d'institutions fondées sur le principe : " Prenez ce qu'il vous faut ".

Les tramways et les voies ferrées introduisent déjà le billet d'abonnement mensuel ou annuel, sans tenir compte du nombre des voyages ; et récemment, toute une nation, la Hongrie, a introduit sur son réseau de chemins de fer le billet par zones, qui permet de parcourir cinq cents ou mille kilomètres pour le même prix. Il n'y a pas loin de là au prix uniforme, comme celui du service postal. Dans toutes ces innovations et mille autres, la tendance est de ne pas mesurer la consommation. Un tel veut parcourir mille lieues et tel autre cinq cents seulement. Ce sont là des besoins personnels, et il n'y a aucune raison de faire payer l'un deux fois plus que l'autre parce qu'il est deux fois plus intense. Voilà les phénomènes qui se montrent jusque dans nos sociétés individualistes.

La tendance, si faible soit-elle encore, est en outre de placer les besoins de l'individu au-dessus de l'évaluation des services qu'il a rendus, ou qu'il rendra un jour à la société. On arrive à considérer la société comme un tout, dont chaque partie est si intimement liée aux autres, que le service rendu à tel individu est un service rendu à tous.

Quand vous allez dans une bibliothèque publique, – pas la Bibliothèque nationale de Paris, par exemple, mais disons celle de Londres ou de Berlin – le bibliothécaire ne vous demande pas quels services vous avez rendus à la

discuter ici si réellement la valeur d'échange des marchandises est mesurée dans la société actuelle par la quantité de travail nécessaire pour les produire (ainsi que l'ont affirmé Smith et Ricardo, dont Marx a repris la tradition), il nous suffira de dire, quitte à y revenir plus tard, que l'idéal collectiviste nous paraît irréalisable dans une société qui considérerait les instruments de production comme un patrimoine commun. Basée sur ce principe, elle se verrait forcée d'abandonner sur-le-champ toute forme de salariat.

Nous sommes persuadés que l'individualisme mitigé du système collectiviste ne pourrait exister à côté du communisme partiel de la possession par tous du sol et des instruments de travail. Une nouvelle forme de possession demande une nouvelle forme de rétribution. Une nouvelle forme de production ne pourrait maintenir l'ancienne forme de consommation, comme elle ne pourrait s'accommoder aux anciennes formes d'organisation politique.

Le salariat est né de l'appropriation personnelle du sol et des instruments de production par quelques-uns. C'était la condition nécessaire pour le développement de la production capitaliste : il mourra avec elle, lors même que l'on chercherait à le déguiser sous forme de " bons de travail ". La possession commune des instruments de travail amènera nécessairement la jouissance en commun des fruits du labeur commun.

Nous maintenons, en outre, que le communisme est non seulement désirable, mais que les sociétés actuelles, fondées sur l'individualisme, sont même forcées continuellement de marcher vers le communisme.

Le développement de l'individualisme pendant les trois derniers siècles s'explique surtout par les efforts de l'homme voulant se prémunir contre les pouvoirs du capital et de l'État. Il a cru un moment et ceux qui formulaient pour lui sa pensée ont prêché qu'il pouvait s'affranchir entièrement de l'État et de la société. " Moyennant l'argent, disait-il, je peux acheter tout ce dont j'aurai besoin. " Mais l'individu a fait fausse route, et l'histoire moderne le ramène à reconnaître que sans le concours de tous, il ne peut rien, même avec ses coffres-forts remplis d'or.

En effet, à côté de ce courant individualiste, nous voyons dans toute l'histoire moderne la tendance d'une part, à retenir ce qui reste du communisme partiel de l'antiquité, et d'autre part, à rétablir le principe communiste dans mille et mille manifestations de la vie.

Dès que les communes des Xe, XIe et XIIe siècles eurent réussi à s'émanciper du seigneur laïque ou religieux, elles donnèrent immédiatement une grande extension au travail en commun, à la consommation en commun.

fluctuations continues de l'industrie, les crises à l'état chronique, – chacune d'elles jetant sur le pavé des travailleurs par centaines de mille.

Les ouvriers ne pouvant acheter avec leurs salaires les richesses qu'ils ont produites, l'industrie cherche des marchés au dehors, parmi les accapareurs des autres nations. En Orient, en Afrique, n'importe où, Égypte, Tonkin, Congo, l'europpéen, dans ces conditions, doit accroître le nombre de ses serfs. Mais partout il trouve des concurrents, toutes les nations évoluant dans le même sens. Et les guerres, – la guerre en permanence, – doivent éclater pour le droit de primer sur les marchés. Guerres pour les possessions en Orient; guerres pour l'empire des mers; guerres pour imposer des taxes d'entrée et dicter des conditions à ses voisins; guerres contre ceux qui se révoltent! Le bruit du canon ne cesse pas en Europe, des générations entières sont massacrées, les États européens dépensent en armements le tiers de leurs budgets, – et l'on sait ce que sont les impôts et ce qu'ils coûtent au pauvre.

L'éducation reste le privilège des minorités infimes. Car, peut-on parler d'éducation quand l'enfant de l'ouvrier est forcé à treize ans de descendre dans la mine, ou d'aider son père à la ferme! Peut-on parler d'études à l'ouvrier qui rentre le soir, brisé par une journée d'un travail forcé, presque toujours abrutissant! Les sociétés se divisent en deux camps hostiles, et dans ces conditions la liberté devient un vain mot. Tandis que le radical demande une plus grande extension des libertés politiques, il s'aperçoit bientôt que le souffle de liberté mène rapidement au soulèvement des prolétaires; et alors il tourne, change d'opinion et revient aux lois exceptionnelles et au gouvernement du sabre.

Un vaste ensemble de tribunaux, de juges et de bourreaux, de gendarmes et de géoliers, est nécessaire pour maintenir les privilèges, et cet ensemble devient lui-même l'origine de tout un système de délations, de tromperies, de menaces et de corruption.

En outre, ce système arrête le développement des sentiments sociaux. Chacun comprend que sans droiture, sans respect de soi-même, sans sympathie et sans support mutuels, l'espèce doit dépérir, comme dépérissent les quelques espèces animales vivant de brigandage et de servage. Mais cela ne ferait pas le compte des classes dirigeantes, et elles inventent toute une science, absolument fautive pour prouver le contraire.

On a dit de belles choses sur la nécessité de partager ce que l'on possède avec ceux qui n'ont rien. Mais quiconque s'avise de mettre ce principe en pratique est aussitôt averti que tous ces grands sentiments sont bons dans les livres de poésie – non dans la vie. " Mentir, c'est s'avilir, se rabaisser ", disons-nous, et toute l'existence civilisée devient un immense mensonge. Et nous nous habituons, nous accoutumons nos enfants, à vivre avec une moralité à

deux faces, en hypocrites ! Et le cerveau ne s'y prêtant pas de bonne grâce, nous le façonnons au sophisme. Hypocrisie et sophisme deviennent la seconde nature de l'homme civilisé.

Mais une société ne peut pas vivre ainsi ; il lui faut revenir à la vérité, ou disparaître.

Ainsi le simple fait de l'accaparement étend ses conséquences sur l'ensemble de la vie sociale. Sous peine de périr, les sociétés humaines sont forcées de revenir aux principes fondamentaux : les moyens de production étant l'œuvre collective de l'humanité, ils font retour à la collectivité humaine. L'appropriation personnelle n'en est ni juste, ni utile. Tout est à tous, puisque tous en ont besoin, puisque tous ont travaillé dans la mesure de leurs forces et qu'il est matériellement impossible de déterminer la part qui pourrait appartenir à chacun dans la production actuelle des richesses.

Tout est à tous ! Voici un immense outillage que le XIXe siècle a créé ; voici des millions d'esclaves en fer que nous appelons machines et qui rabotent et scient, tissent et filent pour nous, qui décomposent et recomposent la matière première, et font les merveilles de notre époque. Personne n'a le droit de s'emparer d'une seule de ces machines et de dire " elle est à moi ; pour en user vous me paierez un tribut sur chacun de vos produits " ; – pas plus que le seigneur du Moyen Age n'avait le droit de dire au cultivateur : " Cette colline, ce pré sont à moi et vous me paierez un tribut sur chaque gerbe de blé que vous récolterez, sur chaque meule de foin que vous entasserez. "

Tout est à tous ! Et pourvu que l'homme et la femme apportent leur quote-part de travail, ils ont droit à leur quote-part de tout ce qui sera produit par tout le monde. Et cette part leur donnera déjà l'aisance.

Assez de ces formules ambiguës telles que le " droit au travail ", ou " à chacun le produit intégral de son travail ". Ce que nous proclamons, c'est LE DROIT A L'AISSANCE – L'AISSANCE POUR TOUS.

LE COMMUNISME ANARCHISTE

I

Toute société qui aura rompu avec la propriété privée sera forcée, selon nous, de s'organiser en communisme anarchiste. L'anarchie mène au communisme, et le communisme à l'anarchie, l'un et l'autre n'étant que l'expression de la tendance prédominante des sociétés modernes, la recherche de l'égalité.

Il fut un temps où une famille de paysans pouvait considérer le blé qu'elle faisait pousser et les habits de laine tissés dans la chaumière comme des produits de son propre travail. Même alors, cette manière de voir n'était pas tout à fait correcte. Il y avait des routes et des ponts faits en commun, des marais asséchés par un travail collectif et des pâturages communaux enclos de haies que tous entretenaient. Une amélioration dans les métiers à tisser, ou dans les modes de teinture des tissus, profitait à tous ; à cette époque, une famille de paysans ne pouvait vivre qu'à condition de trouver appui, en mille occasions, dans le village, la commune.

Mais aujourd'hui, dans cet état de l'industrie où tout s'entrelace et se tient, où chaque branche de la production se sert de toutes les autres, la prétention de donner une origine individualiste aux produits est absolument insoutenable. Si les industries textiles ou la métallurgie ont atteint un étonnante perfection dans les pays civilisés, elles le doivent au développement simultané de mille autres industries, grandes et petites ; elles le doivent à l'extension du réseau ferré, à la navigation transatlantique, à l'adresse de millions de travailleurs, à un certain degré de culture générale de toute la classe ouvrière, à des travaux, enfin, exécutés de l'un à l'autre bout du monde.

Les Italiens qui mouraient du choléra en creusant le canal de Suez, ou d'ankylosite dans le tunnel du Gothard, et les Américains que les obus fauchaient dans la guerre pour l'abolition de l'esclavage, ont contribué au développement de l'industrie cotonnière en France et en Angleterre, non moins que les jeunes filles qui s'étoient dans les manufactures de Manchester ou de Rouen, ou que l'ingénieur qui aura fait (d'après la suggestion de tel travailleur) quelque amélioration dans un métier de tissage.

Comment vouloir estimer la part qui revient à chacun, des richesses que nous contribuons tous à accumuler ?

En nous plaçant à ce point de vue général, synthétique, de la production, nous ne pouvons pas admettre avec les collectivistes, qu'une rémunération proportionnelle aux heures de travail fournies par chacun à la production des richesses puisse être un idéal, ou même un pas en avant vers cet idéal. Sans

Prendre possession, au nom du peuple révolté, des dépôts de blé, des magasins qui regorgent de vêtements, des maisons habitables. Ne rien gaspiller, s'organiser tout de suite pour remplir les vides, faire face à toutes les nécessités, satisfaire tous les besoins, produire, non plus pour donner des bénéfices à qui que ce soit, mais pour faire vivre et se développer la société.

Assez de ces formules ambiguës, telles que le " droit au travail ", avec laquelle on a leurré le peuple en 1848, et cherche encore à le leurrer. Ayons le courage de reconnaître que l'aisance, désormais possible, doit se réaliser à tout prix.

Quand les travailleurs réclamaient en 1848 le droit au travail, on organisait des ateliers nationaux ou municipaux, et on envoyait les hommes peiner dans ces ateliers à raison de quarante sous par jour! Quand ils demandaient l'organisation du travail, on leur répondait : " Patientez, mes amis, le gouvernement va s'en occuper, et pour aujourd'hui voici quarante sous. Reposez-vous, rude travailleur, qui avez peiné toute votre vie ! " Et, en attendant on pointait les canons. On levait le ban et l'arrière-ban de la troupe ; on désorganisait les travailleurs eux-mêmes par mille moyens que les bourgeois connaissent à merveille. Et un beau jour, on leur disait : " Partez pour coloniser l'Afrique, ou bien nous allons vous mitrailler ! "

Tout autre sera le résultat si les travailleurs revendiquent le droit à l'aisance ! Ils proclament par cela même leur droit de s'emparer de toute la richesse sociale ; de prendre les maisons et de s'y installer, selon les besoins de chaque famille ; de saisir les vivres accumulés et d'en user de manière à connaître l'aisance après n'avoir que trop connu la faim. Ils proclament leur droit à toutes les richesses – fruit du labeur des générations passées et présentes, et ils en usent de manière à connaître ce que sont les hautes jouissances de l'art et de la science, trop longtemps accaparées par les bourgeois.

Et en affirmant leur droit à l'aisance, ils déclarent, ce qui est encore plus important, leur droit de décider eux-mêmes ce que doit être cette aisance, – ce qu'il faut produire pour l'assurer et ce qu'il faut abandonner comme sans valeur désormais.

Le droit à l'aisance c'est la possibilité de vivre comme des êtres humains et d'élever les enfants pour en faire des membres égaux d'une société supérieure à la nôtre, tandis que le "droit au travail " est le droit de rester toujours l'esclave salarié, l'homme de peine, gouverné et exploité par les bourgeois de demain. Le droit à l'aisance c'est la révolution sociale ; le droit au travail est tout au plus un bague industriel.

Il est grand temps que le travailleur proclame son droit à l'héritage commun et qu'il en prenne possession.

L'aisance pour tous n'est pas un rêve. Elle est possible, réalisable, depuis ce que nos ancêtres ont fait pour féconder notre force de travail.

Nous savons, en effet, que les producteurs, qui composent à peine le tiers des habitants dans les pays civilisés, produisent déjà suffisamment pour amener un certain bien-être au foyer de chaque famille. Nous savons en outre que si tous ceux qui gaspillent aujourd'hui les fruits du travail d'autrui étaient forcés d'occuper leurs loisirs à des travaux utiles, notre richesse grandirait en proportion multiple du nombre de bras producteurs. Et nous savons enfin que contrairement à la théorie du pontife de la science bourgeoise, – Malthus, – l'homme accroît sa force de production bien plus rapidement qu'il ne se multiplie lui-même. Plus les hommes sont serrés sur un territoire, plus rapide est le progrès de leurs forces productrices.

En effet, tandis que la population de l'Angleterre n'a augmenté depuis 1844 que de 62 %, sa force de production a grandi, au bas mot, dans une proportion double, – soit de 130 %. En France, où la population a moins augmenté, l'accroissement est cependant très rapide. Malgré la crise où se débat l'agriculture, malgré l'ingérence de l'État, l'impôt du sang, la banque, la finance et l'industrie, la production du froment a quadruplé, et la production industrielle a plus que décuplé dans le courant des quatre-vingts dernières années. Aux États-unis, le progrès est encore plus frappant : malgré l'immigration, ou plutôt précisément à cause de ce surplus de travailleurs d'Europe, les États-unienne ont décuplé leur production.

Mais ces chiffres ne donnent qu'une idée bien faible de ce que notre production pourrait être dans de meilleures conditions. Aujourd'hui, à mesure que se développe la capacité de produire, le nombre des oisifs et des intermédiaires augmente dans une proportion effroyable. Tout au rebours de ce qui se disait autrefois entre socialistes, que le Capital arriverait bientôt à se concentrer en un si petit nombre de mains qu'il n'y aurait qu'à exproprier quelques millionnaires pour rentrer en possession des richesses communes, le nombre de ceux qui vivent aux dépens du travail d'autrui est toujours plus considérable.

En France, il n'y a pas dix producteurs directs sur trente habitants. Toute la richesse agricole du pays est l'œuvre de moins de 7 millions d'hommes, et dans les deux grandes industries, – des mines et des tissus, – on compte moins de 2 millions et demi d'ouvriers. – A combien se chiffrent les exploités du travail ? En Angleterre (sans l'Écosse et l'Irlande), 1.030.000 ouvriers, hommes, femmes et enfants, fabriquent tous les tissus ; un peu plus d'un demi-

million exploitent les mines, moins d'un demi-million travaillent la terre, et les statisticiens doivent exagérer les chiffres pour établir un maximum de 8 millions de producteurs sur 26 millions d'habitants. En réalité, 6 à 7 millions de travailleurs au plus sont les créateurs des richesses envoyées aux quatre coins du globe. Et combien sont les rentiers ou les intermédiaires qui ajoutent les revenus prélevés sur l'univers entier à ceux qu'ils s'octroient en faisant payer au consommateur de cinq à vingt fois plus que ce qui est payé au producteur ?

Ce n'est pas tout. Ceux qui détiennent le capital réduisent constamment la production en empêchant de produire. Ne parlons pas de ces tonneaux d'huîtres jetés à la mer pour empêcher que l'huître devienne une nourriture de la plèbe et cesse d'être la friandise de la gent aisée ; ne parlons pas des mille et mille objets de luxe – étoffes, nourriture, etc., – traités de la même façon que les huîtres. Rappelons seulement la manière dont on limite la production des choses nécessaires à tout le monde. Des armées de mineurs ne demandent pas mieux que d'extraire chaque jour le charbon et de l'envoyer à ceux qui grelottent de froid. Mais très souvent un bon tiers de ces armées, deux tiers, sont empêchés de travailler plus de trois jours par semaine, les hauts prix devant être maintenus. Des milliers de tisserands ne peuvent battre les métiers, tandis que leurs femmes et leurs enfants n'ont que des loques pour se couvrir, et que les trois quarts des Européens n'ont pas un vêtement digne de ce nom.

Des centaines de hauts-fourneaux, des milliers de manufactures restent constamment inactifs, d'autres ne travaillent que la moitié du temps ; et dans chaque nation civilisée il y a en permanence une population d'environ deux millions d'individus qui ne demandent que du travail, mais auxquels ce travail est refusé.

Des millions d'hommes seraient heureux de transformer les espaces incultes ou mal cultivés en champs couverts de riches moissons. Un an de travail intelligent leur suffirait pour quintupler le produit de terres qui ne donnent aujourd'hui que 8 hectolitres de blé à l'hectare. Mais ces hardis pionniers doivent chômer parce que ceux qui possèdent la terre, la mine, la manufacture, préfèrent engager leurs capitaux – les capitaux volés à la communauté – en emprunts turcs ou égyptiens, ou en bons de mines d'or de Patagonie, qui feront travailler pour eux les fellahs égyptiens, les Italiens chassés de leur sol natal, les couliés chinois !

C'est la limitation consciente et directe de la production ; mais il y a aussi la limitation indirecte et inconsciente qui consiste à dépenser le travail humain en objets absolument inutiles ou destinés uniquement à satisfaire la sotte vanité des riches.

en ses meneurs, il attend que là-haut, à la Chambre, à l'Hôtel de Ville, au Comité de Salut Public – on s'occupe de lui.

Mais là-haut on pense à toute sorte de choses, excepté aux souffrances de la foule. Lorsque la famine ronge la France en 1793 et compromet la révolution ; lorsque le peuple est réduit à la dernière misère, tandis que les Champs-Élysées sont sillonnés de phaétons superbes où des femmes étalent leurs parures luxueuses, Robespierre insiste aux jacobins pour faire discuter son mémoire sur la Constitution anglaise ! Lorsque le travailleur souffre en 1848 de l'arrêt général de l'industrie, le Gouvernement provisoire et la Chambre disputaillent sur les pensions militaires et le travail des prisons, sans se demander de quoi vit le peuple pendant cette époque de crise. Et si l'on doit adresser un reproche à la Commune de Paris, née sous les canons des Prussiens et ne durant que soixante-dix jours, c'est encore de ne pas avoir compris que la révolution communale ne pouvait triompher sans combattants bien nourris, et qu'avec trente sous par jour, on ne saurait à la fois se battre sur les remparts et entretenir sa famille.

Le peuple souffre, et demande : " Que faire pour sortir de l'impasse ? "

III

Eh bien ! il nous semble qu'il n'y a qu'une réponse à cette question :

- Reconnaître, et hautement proclamer que chacun, quelle que fût son étiquette dans le passé, quelles que soient sa force ou sa faiblesse, ses aptitudes ou son incapacité, possède, avant tout, le droit de vivre ; et que la société se doit de partager entre tous sans exception les moyens d'existence dont elle dispose. Le reconnaître, le proclamer, et agir en conséquence !

Faire en sorte que, dès le premier jour de la Révolution, le travailleur sache qu'une ère nouvelle s'ouvre devant lui : que désormais personne ne sera forcé de coucher sous les ponts, à côté des palais de rester à jeun tant qu'il y aura de la nourriture ; de grelotter de froid auprès des magasins de fourrures. Que tout soit à tous, en réalité comme en principe, et qu'enfin dans l'histoire il se produise une révolution qui songe aux besoins du peuple avant de lui faire la leçon sur ses devoirs.

Ceci ne pourra s'accomplir par décrets, mais uniquement par la prise de possession immédiate, effective, de tout ce qui est nécessaire pour assurer la vie de tous : telle est la seule manière vraiment scientifique de procéder, la seule qui soit comprise et désirée par la masse du peuple.

Les socialistes gouvernementaux, les radicaux, les génies méconnus du journalisme, les orateurs à effet, – bourgeois et ex-travailleurs, – courront à l'Hôtel de Ville, aux ministères, prendre possession des fauteuils délaissés. Les uns se donneront du galon à cœur-joie. Ils s'admireront dans les glaces ministérielles et s'étudieront à donner des ordres avec un air de gravité à la hauteur de leur nouvelle position : il leur faut une ceinture rouge, un képi chamarré et un geste magistral pour imposer à l'ex-camarade de rédaction ou d'atelier ! Les autres s'enfouiront dans les paperasses, avec la meilleure bonne volonté d'y comprendre quelque chose. Ils rédigeront des lois, ils lanceront des décrets aux phrases sonores, que personne n'aura souci d'exécuter, – précisément parce qu'on est en révolution.

Pour se donner une autorité qu'ils n'ont pas, ils chercheront la sanction des anciennes formes de gouvernement. Ils prendront les noms de Gouvernement Provisoire, de Comité de Salut Public, de Maire, de Commandant de l'Hôtel de Ville, de Chef de la Sûreté – qu'en sais-je ! Élus ou acclamés, ils se rassembleront en parlements ou en Conseils de la Commune. Là, se rencontreront des hommes appartenant à dix, vingt écoles différentes qui ne sont pas des chapelles personnelles, comme on le dit souvent, mais qui répondent à des manières particulières de concevoir l'étendue, la portée, le devoir de la Révolution. Possibilistes, collectivistes, radicaux, jacobins, blanquistes, forcément réunis, perdant leur temps à discuter. Les honnêtes gens se confondant avec les ambitieux qui ne rêvent que domination et méprisent la foule dont ils sont sortis. Tous, arrivant avec des idées diamétralement opposées, forcés de conclure des alliances fictives pour constituer des majorités qui ne dureront qu'un jour ; se disputant, se traitant les uns les autres de réactionnaires, d'autoritaires, de coquins ; incapables de s'entendre sur aucune mesure sérieuse et entraînés à discuter sur des bêtises ; ne parvenant à mettre au jour que des proclamations ronflantes ; tous se prenant au sérieux, tandis que la vraie force du mouvement sera dans la rue.

Tout cela peut amuser ceux qui aiment le théâtre. Mais encore, ce n'est pas la révolution ; il n'y a rien de fait !

Pendant ce temps-là le peuple souffre. Les usines chôment, les ateliers sont fermés ; le commerce ne va pas. Le travailleur ne touche même plus le salaire minime qu'il avait auparavant ; le prix des denrées monte !

Avec ce dévouement héroïque qui a toujours caractérisé le peuple et qui va au sublime lors des grandes époques, il patiente. C'est lui qui s'écriait en 1848 : " Nous mettons trois mois de misère au service de la République " pendant que les – " représentants " et les messieurs du nouveau gouvernement, jusqu'au dernier argousin, touchaient régulièrement leur paie ! Le peuple souffre. Avec sa confiance enfantine, avec la bonhomie de la masse qui croit

On ne saurait même évaluer en chiffres jusqu'à quel point la productivité est réduite indirectement, par le gaspillage des forces qui pourraient servir à produire, et surtout à préparer l'outillage nécessaire à cette production. Il suffit de citer les milliards dépensés par l'Europe en armements, sans autre but que la conquête des marchés pour imposer la loi économique aux voisins et faciliter l'exploitation à l'intérieur ; les millions payés chaque année aux fonctionnaires de tout acabit dont la mission est de maintenir le droit des minorités à gouverner la vie économique de la nation ; les millions dépensés pour les juges, les prisons, les gendarmes et tout l'attirail de ce que l'on nomme justice, tandis qu'il suffit, on le sait, d'alléger tant soit peu la misère des grandes villes, pour que la criminalité diminue dans des proportions considérables ; les millions, enfin, employés pour propager par le moyen de la presse des idées nuisibles, des nouvelles faussées dans l'intérêt de tel parti, de tel personnage politique, ou de telle compagnie d'exploiteurs.

Mais ce n'est pas encore tout. Car il se dépense encore plus de travail en pure perte : ici pour maintenir l'écurie, le chenil et la valetaille du riche, là pour répondre aux caprices des mondaines et au luxe dépravé de la haute pègre ; ailleurs pour forcer le consommateur à acheter ce dont il n'a pas besoin, ou lui imposer par la réclame un article de mauvaise qualité ; ailleurs encore, pour produire des denrées absolument nuisibles, mais profitables à l'entrepreneur. Ce qui est gaspillé de cette façon suffirait pour doubler la production utile, ou pour outiller des manufactures et des usines qui bientôt inonderaient les magasins de tous les approvisionnements dont manquent les deux tiers de la nation.

Il en résulte que de ceux mêmes qui s'appliquent dans chaque nation aux travaux productifs, un bon quart est régulièrement forcé de chômer pendant trois à quatre mois chaque année, et le labour du troisième quart, si ce n'est de la moitié, ne peut avoir d'autres résultats que l'amusement des riches ou l'exploitation du public.

Donc, si l'on prend en considération, d'une part la rapidité avec laquelle les nations civilisées augmentent leur force de production, et d'autre part les limites tracées à cette production, soit directement, soit indirectement par les conditions actuelles, on doit en conclure qu'une organisation économique tant soit peu raisonnable permettrait aux nations civilisées d'entasser en peu d'années tant de produits utiles qu'elles seraient forcées de s'écrier : " Assez ! Assez de charbon ! Assez de pain ! Assez de vêtements ! Reposons-nous, recueillons-nous pour mieux utiliser nos forces, pour mieux employer nos loisirs ! "

Non, l'aisance pour tous n'est plus un rêve. Elle pouvait l'être alors que l'homme parvenait, avec une peine immense, à recueillir huit ou dix

hectolitres de blé sur l'hectare, ou à façonner de sa main l'outillage mécanique nécessaire à l'agriculture et à l'industrie. Elle n'est plus un rêve depuis que l'homme a inventé le moteur qui, avec un peu de fer et quelques kilos de charbon, lui donne la force d'un cheval docile, maniable, capable de mettre en mouvement la machine la plus compliquée.

Mais pour que l'aisance devienne une réalité, il faut que cet immense capital – cités, maisons, champs labourés, usines, voies de communication, éducation, – cesse d'être considéré comme une propriété privée dont l'accapareur dispose à sa guise.

Il faut que ce riche outillage de production, péniblement obtenu, bâti, façonné, inventé par nos ancêtres, devienne propriété commune, afin que l'esprit collectif en tire le plus grand avantage pour tous.

Il faut L'EXPROPRIATION¹. L'aisance pour tous comme but, l'expropriation comme moyen.

II

L'expropriation, tel est donc le problème que l'histoire a posé devant nous, hommes de la fin du XIXe siècle. Retour à la communauté de tout ce qui lui servira pour se donner le bien-être.

Mais ce problème ne saurait être résolu par la voie de la législation. Personne n'y songe. Le pauvre, comme le riche, comprennent que ni les gouvernements actuels, ni ceux qui pourraient surgir d'une révolution politique, ne seraient capables d'en trouver la solution. On sent la nécessité d'une révolution sociale, et les riches comme les pauvres ne se dissimulent pas que cette révolution est proche, qu'elle peut éclater du jour au lendemain.

L'évolution s'est accomplie dans les esprits durant le cours de ce dernier demi-siècle : mais comprimée par la minorité, c'est-à-dire par les classes possédantes, et n'ayant pu prendre corps, il faut qu'elle écarte les obstacles par la force et qu'elle se réalise violemment par la Révolution.

D'où viendra la Révolution ? Comment s'annoncera-t-elle ? Personne ne peut répondre à ces questions. C'est l'inconnu. Mais ceux qui observent et réfléchissent ne s'y trompent pas : travailleurs et exploités, révolutionnaires

et conservateurs, penseurs et gens pratiques, tous sentent qu'elle est à nos portes.

Eh bien ! qu'est-ce que nous ferons lorsque la révolution aura éclaté ?

Tous, nous avons tant étudié le côté dramatique des révolutions, et si peu leur œuvre vraiment révolutionnaire, que beaucoup d'entre nous ne voient dans ces grands mouvements que la mise en scène, la lutte des premiers jours, les barricades. Mais cette lutte, cette première escarmouche, est bientôt terminée, et c'est seulement après la défaite des anciens gouvernements que commence l'œuvre réelle de la révolution.

Incapables et impuissants, attaqués de tous les côtés, ils sont vite emportés par le souffle de l'insurrection. En quelques jours la monarchie bourgeoise de 1848 n'était plus; et lorsqu'un fiacre emmenait Louis-Philippe hors de France, Paris ne se souciait déjà plus de l'ex-roi. En quelques heures le gouvernement de Thiers disparaissait, le 18 mars 1871, et laissait Paris maître de ses destinées. Et pourtant 1848 et 1871 n'étaient que des insurrections. Devant une révolution populaire, les gouvernants s'éclipsent avec une rapidité surprenante. Ils commencent par fuir, sauf à conspirer ailleurs, essayant de se ménager un retour possible.

L'ancien gouvernement disparu, l'armée, hésitant devant le flot du soulèvement populaire, n'obéit plus à ses chefs ; ceux-ci d'ailleurs ont aussi déguerpi prudemment. Les bras croisés, la troupe laisse faire, ou, la crosse en l'air, elle se joint aux insurgés. La police, les bras ballants, ne sait plus s'il faut taper, ou crier: " Vive la Commune ! - , et les sergents de ville rentrent chez eux, – en attendant le nouveau gouvernement -. Les gros bourgeois font leurs malles et filent en lieu sûr. Le peuple reste. – Voilà comment s'annonce une révolution.

Dans plusieurs grandes villes, la Commune est proclamée. Des milliers d'hommes sont dans les rues et accourent le soir dans les clubs improvisés en se demandant : " Que faire ? ", discutant avec ardeur les affaires publiques. Tout le monde s'y intéresse ; les indifférents de la veille sont, peut-être, les plus zélés. Partout beaucoup de bonne volonté, un vif désir d'assurer la victoire. Les grands dévouements se produisent. Le peuple ne demande pas mieux que de marcher de l'avant.

Tout cela c'est beau, c'est sublime. Mais ce n'est pas encore la révolution. Au contraire, c'est maintenant que va commencer la besogne du révolutionnaire.

Certainement, il y aura des vengeances assouvies. Des Watrin et des Thomas paieront leur impopularité. Mais ce ne sera qu'un accident de lutte et non pas la révolution.

1 Kropotkine revient sur ce moyen plus précisément dans un chapitre suivant qui n'est pas dans cette brochure.